



RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE 2012

Chers actionnaires,

Vous trouverez ci-dessous le rapport sur l'activité et les comptes consolidés du Groupe Lectra pour le quatrième trimestre et l'exercice 2012, clos le 31 décembre. Les comptes de l'exercice ont fait l'objet d'un examen par les Commissaires aux comptes.

Pour permettre une meilleure pertinence dans l'analyse du chiffre d'affaires et des résultats, les comparaisons détaillées entre 2012 et 2011 sont données – sauf indication contraire – aux cours de change 2011 (« données comparables »).

1. SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ ET DES COMPTES DU QUATRIÈME TRIMESTRE 2012

Avec une parité moyenne de \$ 1,30 / € 1, le dollar s'est inscrit en hausse de 4 % par rapport au quatrième trimestre 2011 (\$ 1,35 / € 1). Cette évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique d'augmenter de € 0,7 million (1 %) le chiffre d'affaires et de € 0,5 million (11 %) le résultat opérationnel du trimestre dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO en hausse

La conjoncture économique ne s'est pas améliorée au quatrième trimestre. Les incertitudes se sont même accrues (contexte électoral aux Etats-Unis et interrogations sur la résolution du mur budgétaire – *fiscal cliff* –, poursuite de la crise de l'euro, baisse de la croissance chinoise, ralentissement de la production au Japon, ...).

Malgré ce contexte difficile, l'activité commerciale a connu une fin d'année dynamique. Les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO s'élèvent à € 20,0 millions, un niveau supérieur à celui des trois premiers trimestres. Elles augmentent de 34 % par rapport au quatrième trimestre 2011 qui avait été marqué par la dégradation brutale de l'économie, avec des commandes de € 14,7 millions en baisse de 34 % par rapport au quatrième trimestre 2010.

Les nouvelles licences de logiciels progressent de 15 % et les équipements de CFAO de 46 %.

Bonne résistance des résultats

Le chiffre d'affaires s'élève à € 51,1 millions, en retrait de 4 % par rapport au quatrième trimestre 2011. A données réelles, il baisse de 3 %.

Cette diminution provient du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 21,2 millions), en recul de 14 %. Elle est en partie compensée par l'accélération de la croissance des revenus récurrents (€ 29,9 millions) qui se confirme, passant de 2 % au premier semestre à 4 % au troisième et au quatrième trimestre. Le chiffre d'affaires des contrats récurrents (€ 17,3 millions) s'est ainsi accru de 7 % et celui des pièces détachées et consommables (€ 12,1 millions) de 2 %.

Le résultat opérationnel atteint € 5,1 millions et la marge opérationnelle 10,0 %. A données comparables, le résultat opérationnel s'infléchit de € 3,0 millions (- 39 %) et la marge opérationnelle de 5,3 points. A données réelles, leur diminution est de € 2,5 millions (- 33 %) et 4,5 points.

Le résultat net s'établit à € 3,6 millions, en baisse de € 1,2 million (- 26 %) à données réelles par rapport au quatrième trimestre 2011 (€ 4,8 millions).

Le cash-flow libre est positif de € 5,8 millions (€ 1,4 million au quatrième trimestre 2011).

2. SYNTHÈSE DE L'ANNÉE 2012

Alors que selon tous les experts, l'année s'annonçait non seulement difficile mais aussi imprévisible, la société a abordé 2012 avec des fondamentaux financiers et opérationnels totalement différents qu'à la veille de 2008-2009.

Un environnement macroéconomique resté dégradé toute l'année

2011 s'était achevée par un retour à une situation de crise économique, financière et monétaire, dont l'ampleur et la durée restaient incertaines.

Dans son rapport du 9 février 2012, la société avait indiqué qu'elle s'attendait, au moins pendant la première moitié de l'année, à un environnement aussi dégradé qu'au quatrième trimestre 2011. Elle avait formulé deux hypothèses d'activité et de résultats pour l'exercice 2012, identiques pour le premier semestre et différentes selon l'évolution de la conjoncture pour la deuxième moitié de l'année.

La première hypothèse prévoyait que la conjoncture retrouverait au second semestre son niveau du premier semestre 2011. Dans la deuxième, elle restait dégradée toute l'année.

Dès le deuxième trimestre, l'économie a montré des signes de dégradation supplémentaires, liés à la persistance des inquiétudes sur les dettes souveraines des Etats-Unis et de certains pays européens, à la crise de la zone euro et à ses répercussions mondiales, ainsi qu'au ralentissement de la croissance dans certains pays émergents, Chine, Brésil et Inde en particulier, et développés. Le contexte électoral dans de nombreux pays, en particulier aux Etats-Unis, en Chine et en France, a par ailleurs accentué les incertitudes.

Des résultats supérieurs aux anticipations de la société

Dans l'hypothèse d'une conjoncture restant dégradée toute l'année, la société avait considéré, dans son rapport financier du 9 février 2012, que le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes de l'exercice pourrait s'inscrire en baisse d'environ 24 % par rapport à 2011, conduisant à un chiffre d'affaires total de l'ordre de € 190 millions pour l'exercice. Le résultat opérationnel s'établirait à environ € 15 millions, dégageant une marge opérationnelle proche de 8 %, et le résultat net à environ € 10 millions – des anticipations cependant supérieures aux performances d'avant-crise. Ces chiffres avaient été établis sur la base d'une parité moyenne de \$ 1,30 / € 1, très proche de celle de l'année (\$ 1,29 / € 1).

Comme les années précédentes, la principale incertitude concernait le niveau du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, fortement dépendant de l'économie. En outre, le très fort rebond de l'activité commerciale ainsi que le niveau remarquable des résultats et du cash-flow libre en 2011 constituaient pour 2012 une base de comparaison élevée.

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes s'est finalement inscrit en baisse de 17 % : un recul plus faible que celui anticipé de 24 %.

Le chiffre d'affaires atteint € 198,4 millions et le résultat opérationnel € 19,8 millions, en baisse respective de 7 % et 43 % par rapport à 2011.

Une marge opérationnelle de 10 %, malgré le recul de l'activité et le poids des investissements d'avenir

A données réelles, le résultat opérationnel diminue de € 9,5 millions (- 32 %). Ce fléchissement résulte pour € 9,0 millions de la baisse du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, pour € 2,4 millions de l'augmentation naturelle des frais généraux fixes et pour € 6,6 millions de l'augmentation des frais généraux fixes relative au plan de transformation de l'entreprise. Ces trois effets sont en partie compensés par l'effet favorable de la croissance des revenus récurrents (€ 3,0 millions), de l'amélioration des taux de marge brute (€ 2,5 millions) et de la variation des cours de change (€ 3,0 millions).

La marge opérationnelle s'établit à 10,0 %, en recul de 5,5 points à données comparables et de 4,2 points à données réelles par rapport à 2011 (14,2 %).

Les investissements d'avenir liés au plan de transformation ont ainsi contribué à hauteur de 3,3 points à la baisse de la marge opérationnelle.

Le résultat net atteint € 13,6 millions, soit une marge nette de 6,9 %. Il diminue de 30 % à données réelles par rapport à celui de 2011 (€ 19,5 millions).

A la fin du premier semestre, le chiffre d'affaires et les résultats ont été en avance sur les anticipations de la société. Cette avance s'est accrue au troisième trimestre, puis au quatrième, pour atteindre au 31 décembre € 8,4 millions pour le chiffre d'affaires, € 4,8 millions pour le résultat opérationnel et € 3,6 millions pour le résultat net. Quant à la marge opérationnelle, elle est supérieure de 2,0 points. Une performance qu'il convient de souligner.

Le cash-flow libre s'élève à € 11,5 millions (€ 14,2 millions en 2011). Il aurait été de € 16,7 millions si le crédit d'impôt recherche de l'année diminué des € 0,6 million du crédit d'impôt recherche 2010 imputé sur l'impôt, avait été encaissé, et ainsi supérieur de € 3,1 millions au résultat net.

La comparaison avec 2007, dernière année d'avant-crise et référence depuis pour la société, met en lumière les progrès des équilibres opérationnels réalisés pendant les années de crise et démontre à la fois la pertinence de sa feuille de route stratégique définie fin 2009, la solidité de son modèle économique et la justesse de sa politique commerciale. A données réelles, le chiffre d'affaires baisse de € 18,1 millions (- 8 %) en raison du recul du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes, les revenus récurrents, après avoir été également affectés, ayant dépassé de 10 % leur niveau d'avant-crise. Malgré la baisse du chiffre d'affaires, la marge brute a retrouvé son niveau de 2007 et le résultat opérationnel courant a été multiplié par 1,8. La marge opérationnelle représente près du double de celle de l'avant-crise (5,2 % en 2007).

Une baisse plus faible qu'anticipée des commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO

Plus encore que la détérioration de l'environnement macroéconomique, la société soulignait en début d'année que, l'alternance de nouvelles positives et négatives, l'absence de visibilité et l'accroissement des inquiétudes des entreprises tant que des premiers signes d'une amélioration durable de la conjoncture ne seront pas perceptibles, pèseraient fortement sur leurs décisions d'investissement.

L'attente des clients s'est poursuivie toute l'année.

Ainsi, les commandes de nouvelles licences de logiciels et d'équipements de CFAO (€ 76,2 millions) diminuent de 6 % par rapport à 2011 : - 6 % pour les nouvelles licences de logiciels, - 7 % pour les équipements de CFAO. Cette baisse, inférieure à celle de 17 % anticipée par la société, semble s'expliquer à la fois par une acclimatation plus rapide de certaines entreprises à un environnement durablement dégradé, par le succès des nouvelles versions des principaux logiciels et des nouvelles générations d'équipements, et de la politique commerciale auprès des grands comptes.

La baisse des commandes provient principalement du marché de l'automobile (- 18 %). Dans la mode et l'ameublement, les commandes progressent de 3 % et de 11 %. Ces marchés ont représenté respectivement 37 %, 48 % et 8 % du montant total des commandes. Les autres industries, qui contribuent à 7 % du total, sont en repli de 16 %.

Fortes croissances en Amérique du Nord – La part des pays émergents reste prépondérante

Géographiquement, la situation est demeurée contrastée. Les commandes progressent de 25 % en Amérique du Nord – une performance remarquable – mais reculent de 2 % en Europe, 8 % en Amérique du Sud et 29 % en Asie-Pacifique. Ces quatre régions ont représenté respectivement 20 %, 37 % (dont 6 % pour la France), 7 % et 29 % des commandes globales. Les commandes des pays du reste du monde (Afrique du Nord et du Sud, Turquie, Moyen-Orient...), qui contribuent 7 % du total du Groupe, augmentent de 37 %.

En retrait de 5 %, les pays émergents, avec 54 % du total des commandes, restent prépondérants, alors que les pays développés (46 % du total) enregistrent un recul de 8 %.

Une diminution du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en partie compensée par la hausse des revenus récurrents, illustrant la force du modèle économique de la société

Le chiffre d'affaires s'établit à € 198,4 millions, en diminution de 7 % (- 4 % à données réelles) par rapport à 2011. Après les fortes baisses de 2008 et 2009, il s'était inscrit en croissance de 20 % en 2010 puis de 10 % en 2011.

En progression de 16 % en Amérique du Nord, il recule de 5 % en Europe, 17 % en Amérique du Sud et 26 % en Asie-Pacifique. Ces quatre régions ont représenté respectivement 21 %, 47 % (dont 10 % pour la France), 5 % et 21 % du chiffre d'affaires global. Le chiffre d'affaires des pays du reste du monde (6 % du total du Groupe) augmente de 18 %.

Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 83,7 millions) recule de 17 %, alors que les revenus récurrents (€ 114,7 millions) augmentent de € 3,4 millions (+ 3 %).

Après avoir diminué de 3 % en 2010, puis de 1 % en 2011, le chiffre d'affaires des contrats récurrents (€ 67,5 millions) retrouve le chemin de la croissance avec une progression de 5 % en 2012, résultat de la politique commerciale axée sur la valeur apportée aux clients, un retour sur investissement maximal de leur base installée de solutions Lectra et un coût total de possession (*total cost of ownership*) minimal.

Parallèlement, après sa très forte augmentation en 2011, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 45,6 millions) ne progresse que de 1 %, reflétant une baisse globale des volumes de production des entreprises, compte tenu de la croissance du parc de systèmes installés. Il représente 23 % du chiffre d'affaires total.

Ainsi, les revenus récurrents ont à nouveau démontré leur rôle-clé d'amortisseur et de facteur essentiel de stabilité en période de conjoncture difficile, alors que les revenus des nouveaux systèmes étaient redevenus, en 2010 et 2011, le moteur de la croissance.

Augmentation du carnet de commandes

Au 31 décembre 2012, le carnet de commandes (€ 12,1 millions) augmente de € 1,6 million par rapport au 1^{er} janvier. Il comprend € 10,3 millions livrables au premier trimestre 2013 et € 1,8 million sur le reste de l'année 2013.

Une accélération du plan de transformation de l'entreprise, privilégiant sa stratégie de long terme

La décision prise en 2005, après une réflexion approfondie, de maintenir la R&D et la production de Lectra en France lui a permis de relever, grâce à l'innovation, les trois défis auxquels elle était confrontée : faire face aux productions à bas coût de ses concurrents internationaux délocalisés en Chine et de ses concurrents asiatiques ; accroître sa compétitivité même dans l'hypothèse d'un dollar américain durablement faible par rapport à l'euro ; augmenter ses marges. Elle a également permis de protéger sa propriété industrielle.

Alors qu'en Chine, la hausse des salaires et des charges sociales, l'inflation et l'appréciation du yuan par rapport au dollar américain comme à l'euro, ont depuis pesé sur les prix de revient, la forte progression des taux de marge de Lectra pour chaque ligne de produits, en particulier des équipements de CFAO, malgré une concurrence exacerbée par la crise, a porté le taux global à son plus haut niveau historique, confirmant à nouveau en 2012 la compétitivité et la forte valeur ajoutée de son offre.

Définie fin 2009 pour permettre à la société de sortir renforcée de la crise et se préparer aux nouveaux défis de l'après-crise, la feuille de route stratégique 2010-2012 a démontré toute sa pertinence en 2010 et en 2011, dont les résultats ont été historiques, puis par la bonne résistance des résultats de 2012. Une fois encore, elle a prouvé la résilience de l'entreprise.

Fin 2011, malgré le contexte économique, la société a décidé d'accélérer sa transformation sur une période allant jusqu'à 2015, privilégiant sa stratégie de long terme plutôt que sa rentabilité à court terme (cf. chapitre 8 ci-après).

En 2012, ce plan a représenté près de 75 % de l'augmentation totale des frais fixes.

Lectra consacre par ailleurs un budget important à la formation de ses équipes. Compte tenu des nouveaux recrutements, celui-ci a été renforcé. En augmentation significative depuis 2010, ces dépenses ont représenté un investissement de € 3,2 millions en 2012, soit 4 % de la masse salariale du groupe.

Une structure financière très solide

Alors que la société affichait un endettement financier net de € 47,8 millions au 31 décembre 2009, la trésorerie nette est positive de € 14,2 millions au 31 décembre 2012, en augmentation de € 5,6 millions par rapport au 31 décembre 2011, grâce à un cash-flow libre de € 11,5 millions en 2012 (portant à € 56,7 millions le cash-flow libre avant éléments non récurrents cumulé sur la période de trois ans 2010-2012, et € 70,1 millions après éléments non récurrents). Ainsi, l'amélioration de la trésorerie nette atteint € 62,0 millions en trois ans, après le versement de dividendes de € 5,2 millions en 2011 et € 6,3 millions en 2012 (aucun dividende n'a été versé au titre des exercices 2007 à 2009).

Parallèlement, les capitaux propres ont plus que doublé à € 65,3 millions par rapport au 31 décembre 2009 (€ 24,7 millions).

Enfin, retraité du crédit d'impôt recherche non encaissé et non imputé sur l'impôt, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 13,4 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe (cf. note 7 des notes annexes au présent rapport).

Des avancées technologiques majeures

Les investissements de R&D, entièrement passés en charges, ont représenté un montant cumulé de € 86,2 millions au cours des cinq dernières années.

Des nouvelles versions de deux logiciels pour la mode ont été lancées en 2012 : en mai, celle de la suite logicielle de création textile, destinée aux stylistes, pour la conception des tissus imprimés, tissés ou en maille, *Kaledo V3*. En juin, celle de la solution de gestion du cycle de vie des collections qui

permet un véritable contrôle tout au long de la chaîne de valeur, facilite les prises de décisions stratégiques et leurs mises en application rapide, sécurisée et efficace, *Lectra Fashion PLM V3*. En septembre 2011, la société avait commercialisé la version *Modaris V7* de son logiciel phare, qui avait marqué une avancée majeure pour l'industrie de la mode en plaçant la technologie 3D au cœur de la création et du développement des vêtements.

La société a par ailleurs renouvelé la quasi-totalité de son offre d'équipements de CFAO. En avril 2012, elle a lancé sa gamme de découpeurs automatiques du cuir *Versalis* pour l'ameublement, après celle pour l'automobile et la maroquinerie en 2011.

Le 2 juillet, elle a commercialisé sa nouvelle génération de découpeurs automatiques de tissus et matériaux composites *Vector*, une avancée majeure qui a connu un succès immédiat. Les moyens exceptionnels mis en œuvre pour son développement ont donné naissance à une offre complète, intégrée et unique, qui permet aux entreprises d'accroître la maîtrise et l'optimisation de leurs opérations de production, tout en augmentant leur compétitivité et leur rentabilité. Reconnue comme la solution la plus performante du marché, la précédente génération de *Vector*, lancée en février 2007 et restée sans équivalent, a permis à Lectra, avec plus de 1 600 découpeurs vendus, d'augmenter ses parts de marché sur l'ensemble de ses secteurs d'activité et de renforcer son leadership dans la mode et l'automobile.

3. COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2012

Avec une parité moyenne de \$ 1,29 / € 1, le dollar s'est inscrit en hausse de 8 % par rapport à 2011 (\$ 1,39 / € 1). Cette évolution et celle des autres devises ont eu pour effet mécanique d'augmenter de € 6,2 millions (3 %) le chiffre d'affaires et de € 3,0 millions (18 %) le résultat opérationnel dans les chiffres exprimés à données réelles par rapport à ceux établis à données comparables.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires 2012 s'établit à € 198,4 millions, en diminution de 7 % (- 4 % à données réelles), par rapport à 2011.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Le chiffre d'affaires des nouvelles licences de logiciels (€ 23,4 millions) diminue de 10 %. Il contribue à hauteur de 12 % au chiffre d'affaires global, comme en 2011.

Les équipements de CFAO (€ 52,2 millions) affichent un recul de 21 % et représentent 26 % du chiffre d'affaires global (31 % en 2011).

Le chiffre d'affaires de la formation et du conseil (€ 7,8 millions) est en baisse de 14 %.

Au total, le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes (€ 83,7 millions) diminue de 17 %. Il représente 42 % du chiffre d'affaires global (47 % en 2011).

Chiffre d'affaires des contrats récurrents, pièces détachées et consommables

Les revenus récurrents (€ 114,7 millions) augmentent de € 3,4 millions (+ 3 %). Ils représentent 58 % du chiffre d'affaires global (53 % en 2011).

Le chiffre d'affaires des contrats récurrents – qui contribue à 59 % des revenus récurrents et à 34 % du chiffre d'affaires global – s'élève à € 67,5 millions, en progression de 5 %.

Il se décompose ainsi :

- les contrats d'évolution des logiciels (€ 31,9 millions), en hausse de 5 % par rapport à 2011, représentent 16 % du chiffre d'affaires global ;
- les contrats de maintenance des équipements de CFAO et d'abonnement aux cinq *Call Centers* internationaux du Groupe (€ 35,5 millions), en augmentation de 5 %, représentent 18 % du chiffre d'affaires global.

Parallèlement, le chiffre d'affaires des pièces détachées et consommables (€ 45,6 millions) progresse de 1 % et représente 23 % du chiffre d'affaires global.

Marge brute

Le taux de marge brute global s'établit à 73,1 %. A données comparables, il progresse de 2,4 points par rapport à 2011 (70,1 %).

Cette augmentation provient à la fois de l'évolution du mix produits – caractérisée par la progression dans le chiffre d'affaires total de la part des contrats récurrents, dont le taux de marge est plus élevé que le taux de marge global – et de la hausse des taux de marge brute de toutes les lignes de produits, en particulier celui des équipements de CFAO, malgré la forte pression concurrentielle encore accrue par la crise.

Cette excellente performance démontre à nouveau la compétitivité et la forte valeur ajoutée de l'offre Lectra.

Il convient de rappeler que les charges de personnel et autres charges d'exploitation encourues dans le cadre des contrats de service ne sont pas intégrées dans le coût des ventes mais figurent dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais généraux

Les frais généraux s'établissent à € 125,1 millions, en augmentation de € 7,5 millions (+ 7 %) par rapport à 2011. Ils se décomposent ainsi :

- € 112,5 millions de frais fixes, en hausse de € 9,0 millions (+ 9 %) ;
- € 12,6 millions de frais variables, en baisse de € 1,4 million (– 11 %).

L'accroissement des frais fixes reflète notamment les impacts des investissements d'avenir réalisés dans le cadre du plan de transformation de l'entreprise, tous passés en charges de la période. La diminution des frais variables est principalement liée au niveau plus faible des ventes.

Les dépenses de recherche et développement sont entièrement passées en charges de la période et comprises dans les frais fixes. Avant déduction du crédit d'impôt recherche applicable en France et des subventions liées à certains programmes de R&D, elles s'élèvent à € 17,4 millions et représentent 8,7 % du chiffre d'affaires (€ 18,2 millions et 8,9 % en 2011). Les frais nets de R&D, après déduction du crédit d'impôt recherche et des subventions, s'établissent à € 11,5 millions (€ 11,5 millions en 2011).

Modification de la méthode de comptabilisation des engagements de retraite

Le Groupe a décidé de modifier la méthode de comptabilisation de ses pertes et gains actuariels des engagements de retraite à prestations définies dans le cadre de la norme actuelle IAS 19 – Avantages du personnel, dans la perspective de l'application en 2013 de la norme IAS 19 révisée, rendant obligatoire l'option de comptabilisation des pertes et gains actuariels en fonds propres. Jusqu'au 31 décembre 2011, les pertes et gains actuariels étaient intégralement comptabilisés dans le compte de résultat consolidé. A compter du 1^{er} janvier 2012, l'intégralité des pertes et gains actuariels est reconnue dans l'état du résultat global consolidé. Les comptes du quatrième trimestre et de l'année 2011 ont été retraités en conséquence. L'impact de cette décision est décrit en note 2 des notes annexes au présent rapport.

Résultat opérationnel et résultat net

Le résultat opérationnel atteint € 19,8 millions. A données comparables, il diminue de € 12,5 millions (– 43 %) par rapport à 2011 (€ 29,3 millions). A données réelles, la diminution est de € 9,5 millions (– 32 %).

La marge opérationnelle s'établit à 10,0 %, en recul de 5,5 points à données comparables et 4,2 points à données réelles par rapport à 2011 (14,2 %).

Les produits et charges financiers représentent une charge nette de € 1,0 million, inférieure à celle de 2011 (€ 1,5 million) compte tenu principalement de la diminution importante du montant résiduel de l'emprunt à moyen-terme entre les deux périodes. Le résultat de change est négatif de € 0,3 million.

Compte tenu d'une charge d'impôt de € 4,9 millions, le résultat net s'établit à € 13,6 millions (€ 19,5 millions en 2011), soit un recul de 30 % à données réelles.

Le bénéfice net par action sur capital de base et sur capital dilué s'élève à € 0,47 (€ 0,68 et € 0,66 respectivement en 2011).

Cash-flow libre

Le cash-flow libre atteint € 11,5 millions (€ 14,2 millions en 2011). Il résulte d'une capacité d'autofinancement d'exploitation de € 21,3 millions, d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 4,9 millions et d'investissements de € 4,8 millions (cf. note 7 des notes annexes au présent rapport).

Il n'y a pas eu d'élément à caractère non récurrent (il y avait eu un décaissement de € 1,0 million en 2011).

Le crédit d'impôt recherche de l'année (€ 5,8 millions) a été comptabilisé mais non encaissé.

Structure financière

Au 31 décembre 2012, les capitaux propres s'élèvent à € 65,3 millions (€ 58,7 millions au 31 décembre 2011), après paiement du dividende de € 6,3 millions au titre de l'exercice 2011 décidé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2012.

Ce montant tient compte de la déduction des actions de la société qu'elle détient dans le cadre du contrat de liquidité, valorisées à leur prix d'acquisition, soit € 0,4 million (€ 0,7 million au 31 décembre 2011).

La trésorerie disponible s'établit à € 21,0 millions (€ 26,3 millions au 31 décembre 2011).

Les dettes financières sont de € 6,7 millions (€ 17,7 millions au 31 décembre 2011) :

- € 5,4 millions correspondent à l'emprunt à moyen terme mis en place pour financer l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007. Compte tenu du remboursement anticipé de € 10,0 millions effectué à l'initiative de la société le 31 décembre 2012, le solde de l'emprunt sera remboursé en une fois le 31 décembre 2013. Du fait de l'extinction des *swaps* de taux le 31 décembre 2012, le taux d'intérêt effectif global sera réduit à 1,14 % en 2013 (contre 3,91 % en 2012), dans l'hypothèse où le taux Euribor 3 mois reste identique à celui du 31 décembre 2012 (cf. note 11.3 des notes annexes au présent rapport).
- € 1,3 million correspondent à des avances publiques remboursables sans intérêt, destinées à aider le financement de programmes de recherche et développement.

En conséquence, la trésorerie nette est positive de € 14,2 millions au 31 décembre 2012 (€ 8,6 millions au 31 décembre 2011).

Le besoin en fonds de roulement s'établit à € 2,3 millions. Il comprend une créance de € 15,7 millions sur le Trésor Public français, au titre du crédit d'impôt recherche 2010, 2011 et 2012 non encaissé et non imputé sur l'impôt. Retraité de cette créance, il est négatif de € 13,4 millions.

Il est rappelé que le crédit d'impôt recherche comptabilisé dans l'année, lorsqu'il ne peut être imputé sur l'impôt sur les sociétés, fait l'objet d'une créance sur le Trésor Public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée au cours de la quatrième année (cf. note 8 des notes annexes au présent rapport)

4. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Maintien du dividende à € 0,22 par action

Compte tenu des excellents résultats de 2010, la société, suivant la recommandation du Conseil d'Administration, avait repris en 2011 sa politique de rémunération des actionnaires et distribué un dividende de € 0,18 par action au titre de l'exercice 2010, porté à € 0,22 par action pour l'exercice 2011.

Confirmant sa confiance dans les perspectives d'avenir de la société, et malgré le contexte macroéconomique qui reste difficile, le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 avril 2013 de maintenir un dividende de € 0,22 par action au titre de l'exercice 2012. Le dividende total représente un taux de distribution de 47 % du résultat net 2012 et un rendement de 4,65 % sur la base du cours de clôture de l'action au 31 décembre 2012.

Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale, la mise en paiement du dividende aura lieu le 10 mai 2013.

5. CAPITAL SOCIAL – ACTIONNARIAT – BOURSE

Evolution du capital

Conformément à la première résolution approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 avril 2012, la valeur nominale des actions composant le capital social a été augmentée pour la porter de € 0,97 à € 1,00. En conséquence, le capital social au 31 décembre 2012 est de € 28 948 315 divisé en 28 948 315 actions d'une valeur nominale de € 1,00 (il était de € 28 036 501,70 divisé en 28 903 610 actions d'une valeur nominale de € 0,97 au 31 décembre 2011).

Depuis le 1^{er} janvier 2012, il a été augmenté de 44 705 actions du fait de la levée d'options de souscription d'actions (soit une augmentation de € 0,2 million du capital social et des primes d'émission).

Le 17 février 2012, la société Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi à la hausse le seuil de 5 % du capital, puis celui de 5 % des droits de vote de la société le 21 février, et détenir à cette date 5,12 % du capital et 5,04 % des droits de vote.

Le 5 décembre 2012, la Financière de l'Echiquier (France), agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi à la baisse le seuil de 10 % des droits de vote de la société le 3 décembre et celui du capital le 4 décembre, et détenir à cette date 9,90 % du capital et 9,75 % des droits de vote.

Depuis la clôture de l'exercice 2012, la société a été informée que la société Delta Lloyd, agissant pour le compte de fonds dont elle assure la gestion, a franchi à la hausse le 7 janvier 2013 le seuil de 15 % du capital de la société et détenait à cette date 15,08 % du capital et 14,84 % des droits de vote.

Aucun autre franchissement de seuil n'a été notifié à la société depuis le 1^{er} janvier 2013.

A la date du présent rapport, le capital, à la connaissance de la société, est réparti comme suit :

- André Harari et Daniel Harari détiennent de concert 38,4 % du capital et 38 % des droits de vote,
- la société Delta Lloyd Asset Management N.V. (Pays-Bas), détient plus de 15 % (et moins de 20 %) du capital et plus de 10 % (et moins de 15 %) des droits de vote pour le compte de fonds dont elle assure la gestion,
- la Financière de l'Echiquier et Schroder Investment Management Ltd (Royaume-Uni) détiennent chacune plus de 5 % (et moins de 10 %) du capital et des droits de vote, pour le compte de fonds dont elles assurent la gestion.

Actions de la société détenues en propre

Au 31 décembre 2012, la société détenait 0,3 % de ses propres actions dans le seul cadre du contrat de liquidité géré par Exane BNP Paribas.

Evolution du cours de Bourse et des volumes d'échange

Au 31 décembre 2012, le cours était de € 4,73, en hausse de 2,8 % par rapport au 31 décembre 2011 (€ 4,60). Le cours a affiché en 2012 un plus bas de € 4,04 le 15 juin et un plus haut de € 5,42 le 10 février. Sur la même période, les indices CAC 40 et CAC Mid & Small ont progressé respectivement de 13,9 % et 20,5 %.

Selon les statistiques d'Euronext, le nombre d'actions échangées en 2012 (4,2 millions) a diminué de 33 % et les capitaux échangés (€ 19,7 millions) de 45 % par rapport à 2011.

6. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LE 31 DECEMBRE

La Cour d'Appel de Madrid confirme le caractère exécutoire en Espagne de la sentence rendue contre Induyco par le tribunal arbitral international en octobre 2009

La Cour d'Appel de Madrid a confirmé dans sa décision du 28 janvier 2013 le jugement du Tribunal de Première Instance de Madrid du 27 juin 2011 ayant ordonné l'*exequatur* en Espagne de la sentence arbitrale rendue à Londres contre Induyco par un tribunal arbitral international en octobre 2009.

Face au refus persistant d'Induyco de payer le solde qui lui était encore dû, Lectra avait engagé en décembre 2010 une procédure d'*exequatur* devant le Tribunal de Première Instance de Madrid, pour faire exécuter en Espagne le jugement arbitral et encaisser les montants encore dus par Induyco (€ 11,1 millions sur € 26,2 millions actualisés au 31 décembre 2012). Le jugement du Tribunal de Première Instance de Madrid avait confirmé la validité et le caractère exécutoire de la sentence arbitrale, et la décision prononcée par la Cour d'Appel de Madrid confirme ce jugement. Par cette décision, la Cour d'Appel a rejeté à son tour l'opposition d'Induyco à la demande d'*exequatur* de Lectra.

La société est déterminée à poursuivre le recouvrement de la totalité de sa créance au titre de la sentence.

La décision du 28 janvier 2013 ne modifie pas l'enregistrement de la sentence arbitrale dans les comptes de la société. Seuls ont été enregistrés les € 15,1 millions encaissés en 2010 et définitivement acquis. Dans la mesure où Induyco a fusionné avec El Corte Inglés le 18 décembre 2012 et a été immédiatement dissoute, El Corte Inglés est devenu le nouveau débiteur de Lectra pour le solde de € 11,1 millions encore dû, qui ne sera enregistré dans les comptes que lors de son encaissement effectif.

L'intégralité des honoraires engagés ayant déjà été payée, l'exécution de la décision d'*exequatur* se traduira par un encaissement net de trésorerie égal au solde restant dû par El Corte Inglés (*cf.* note 9 des notes annexes au présent rapport).

Aucun autre événement important n'est à signaler depuis le 31 décembre 2012.

7. CALENDRIER FINANCIER

L'Assemblée Générale annuelle se réunira le 30 avril 2013.

Les résultats financiers trimestriels de 2013 seront publiés le 29 avril, 25 juillet et 29 octobre 2013, après la clôture de NYSE Euronext. Les résultats de l'exercice 2013 seront publiés le 11 février 2014.

8. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Dès le deuxième trimestre 2012, l'économie a montré des signes de dégradation supplémentaires. Ce contexte risque de perdurer en 2013 – qui s'annonce aussi imprévisible que difficile – et peut-être au-delà, compte tenu des nouvelles révisions à la baisse des prévisions de croissance pour 2013 et 2014 de la plupart des pays développés et émergents.

En conséquence, les entreprises risquent de se trouver confrontées à des difficultés accrues pour financer leurs investissements. Comme en 2012, plus encore que la dégradation de l'environnement macroéconomique, l'alternance de nouvelles positives et négatives, l'absence de visibilité et l'accroissement de leurs inquiétudes tant que des premiers signes d'une amélioration durable de l'économie ne seront pas perceptibles, continueront de peser fortement sur leurs décisions d'investissement.

Confrontée à une croissance ralentie, la plupart des grands pays – notamment les Etats-Unis, la Chine, le Japon – ont déjà ou pourraient assouplir leur politique monétaire. Outre le risque pour l'économie mondiale qui pourrait en résulter, ces politiques pourraient se traduire par une hausse durable de l'euro.

Une nouvelle feuille de route stratégique pour 2013-2015

Définie fin 2009 pour sortir renforcée de la crise, se préparer aux nouveaux défis de l'après-crise et en saisir les opportunités, la feuille de route stratégique 2010-2012 a pleinement démontré son efficacité, la solidité du modèle économique et la forte résilience de Lectra. Confortée par son succès, la société a élaboré fin 2012 une nouvelle feuille de route pour 2013-2015 pour lui permettre de réaliser pleinement son potentiel de croissance.

Privilégiant toujours une stratégie de long terme, ses objectifs majeurs restent inchangés : accentuer l'avance technologique et la forte valeur de son offre de produits et de services ; renforcer sa position concurrentielle et ses relations à long terme avec ses clients ; accélérer sa croissance organique ; accroître sa rentabilité en augmentant régulièrement la marge opérationnelle ; et générer un cash-flow libre supérieur au résultat net (dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés dans l'année) qui permet d'autofinancer son développement.

Construire l'avenir pour le nouvel ordre économique de l'après-crise

Huit économies (Brésil, Russie, Inde, Chine, Corée du Sud, Indonésie, Mexique, Turquie) devraient produire la moitié de la croissance mondiale durant la décennie en cours. A l'exemple de la Chine, leurs modèles de croissance seront davantage tirés par leurs marchés intérieurs, une plus grande valeur ajoutée et la recherche de meilleurs taux de marge des entreprises. Lectra est armée pour faire de cette nouvelle donne un vecteur de croissance dynamique. L'autre moitié de la croissance mondiale proviendra toujours des pays développés, dans lesquels Lectra détient déjà une part de marché significative.

Dans cette double perspective de croissance, la société bénéficiera de son positionnement haut de gamme, soutenu par les nouvelles générations de l'ensemble de ses solutions, une avance technologique renforcée, des services performants, l'expertise de ses équipes dans les métiers de ses

clients et une montée en puissance dans les grands comptes mondiaux pour accompagner leur stratégie de compétitivité, avec pour cible prioritaire les 3 000 premiers clients (soit 15 %) du Groupe et des moyens dédiés aux 300 plus importants. Elle est le seul acteur de son industrie à fournir, sur tous ses marchés géographiques et sectoriels, une offre complète à forte valeur ajoutée qui apporte à ses clients un avantage compétitif unique à long terme.

Cinq accélérateurs conduiront la croissance de Lectra : les pays émergents, mais également le rebond industriel des Etats-Unis et d'autres pays développés ; l'automobile, une industrie en forte mutation technologique et géographique ; le cuir, grâce aux nouvelles gammes révolutionnaires de découpeurs automatiques *Versalis* ; le PLM pour la mode, des solutions collaboratives qui facilitent la gestion des collections ; enfin, la 3D pour la mode, un nouveau langage universel pour le modélisme.

Des hypothèses macroéconomiques volontairement prudentes

Cette feuille de route est construite sur la base de conditions macroéconomiques aussi difficiles qu'en 2012, en cohérence avec les prévisions de croissance pour 2013 et 2014 connues à la date du présent rapport, en prenant toutefois en compte une augmentation de la confiance des entreprises. En effet, celles-ci devront nécessairement s'adapter et construire leur propre avenir dans ce contexte, ce qui favoriserait une reprise progressive de leurs décisions d'investissement.

Comme l'a prouvé le très fort rebond des commandes en 2010 et au premier semestre 2011, les entreprises des différents marchés géographiques et sectoriels de la société devraient accélérer ou rattraper les investissements repoussés depuis plusieurs années et se doter des moyens technologiques indispensables au renforcement de leur compétitivité et à leur développement. Avec la crise et ses prolongements en 2012, leurs défis ont été amplifiés.

Des objectifs financiers clairs et ambitieux

Les principaux objectifs de la feuille de route stratégique 2013-2015 sont (variations à données comparables) :

- une croissance moyenne annuelle composée du chiffre d'affaires égale ou supérieure à 10 % ;
- un taux de marge opérationnelle courante de 15 % en 2015 ;
- un résultat opérationnel courant et un résultat net multipliés par plus de 2 en trois ans.

Ces objectifs s'accompagneront d'une rigueur de gestion des équilibres opérationnels, par le maintien d'un ratio de sécurité – part des frais fixes annuels couverts par la marge brute dégagée par les revenus récurrents – égal ou supérieur à 75 %.

Ils sont fondés sur une croissance organique et sont établis sur la base des parités au 1^{er} février 2013, également retenues pour les scénarios 2013, notamment \$ 1,35 / € 1.

En cas de réalisation de ces objectifs, le résultat opérationnel courant serait multiplié par près de 4 en 2015 par rapport à 2007, dernière année d'avant-crise, et la marge opérationnelle courante progresserait de près de 10 points, à données réelles.

Compte tenu des aléas qui pourraient intervenir dans une période où les anticipations sont difficiles, ces objectifs pourraient être revus au cours de ces trois ans.

Il est rappelé que le gouvernement français s'est engagé à maintenir inchangé le crédit d'impôt recherche pendant toute la durée de cinq ans du mandat du nouveau Président de la République.

Un plan de transformation de l'entreprise et des investissements d'avenir d'envergure

Face à l'ampleur de la crise économique de 2008-2009, la société avait réduit ses frais généraux fixes de 20 %, en les ramenant de € 124 millions en 2007 à € 100 millions en 2010. Sa feuille de route prévoyait une deuxième phase de transformation pour construire sa nouvelle structure d'après-crise.

L'innovation, le capital humain fédéré par une culture d'entreprise forte fondée sur des valeurs clés, une éthique sans compromis dans la conduite des activités et la proximité avec les clients, restent les

moteurs du leadership de Lectra. Confortée par ses résultats, elle a décidé fin 2011 de privilégier sa stratégie de long terme plutôt que sa rentabilité à court terme, en y consacrant les moyens financiers appropriés.

Ce plan, qui se poursuivra jusqu'en 2015, comporte trois volets :

- un plan de recrutement important consacré au renforcement des équipes commerciales et marketing, qui passeront de 220 personnes fin 2011 à 330 et de 16 à 22 % de l'effectif total (avec un doublement du nombre de commerciaux) ;
- une augmentation de 40 ingénieurs des équipes de R&D de Bordeaux-Cestas, pour atteindre 260 ;
- une accélération des investissements marketing.

Sur la période, la transformation se traduira au total par plus de 300 recrutements, dont 110 ont déjà été réalisés en 2012. Si l'ensemble de ces recrutements est réalisé, l'effectif de Lectra devrait augmenter d'environ 200 personnes pour atteindre 1 540 collaborateurs fin 2015. Un niveau équivalent à celui d'avant-crise (1 551 en 2007), mais avec une réallocation des ressources sur les activités les plus stratégiques et les marchés géographiques et sectoriels les plus porteurs, une efficacité, des performances et des compétences renforcées.

Au total, ces investissements d'avenir représenteront € 50 millions cumulés sur la période 2012-2015, entièrement passés en charges, alors que leur bénéfice ne se fera sentir que progressivement.

Les frais généraux fixes resteront limités à environ € 130 millions en 2015 contre € 102 millions en 2011 avant son lancement. Après déduction de l'impact de l'inflation, leur niveau de 2015 serait inférieur à 2007.

Un développement entièrement autofinancé

La société devrait continuer de dégager un cash-flow libre annuel supérieur au résultat net (dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi applicables en France), lui permettant de poursuivre sa politique de rémunération des actionnaires tout en assurant le financement de son développement futur.

Son objectif est de rester sans endettement financier, une fois l'emprunt à moyen terme contracté en 2007 remboursé fin 2013 sur la trésorerie disponible.

L'encaissement par Lectra des € 11,1 millions encore dus dans le litige contre Induyco viendrait conforter cette trésorerie.

La société poursuivra sa politique de distribution de dividendes. Sauf nouvelle modification de leur taxation en France, le dividende total devrait représenter un taux de distribution d'environ 33 % du résultat net (hors éléments exceptionnels), les 67 % restants étant destinés à continuer d'autofinancer sa croissance. Exceptionnellement, ce taux pourrait atteindre ou dépasser 50 % jusqu'à ce que les investissements d'avenir donnent leur plein effet, dans la mesure où ils sont déjà pris en compte dans la détermination du résultat net et du cash-flow libre.

Enfin, en dehors du contrat de liquidité, la société ne procédera pas à des plans de rachats de ses propres actions. Elle conservera sa trésorerie pour financer de futures acquisitions ciblées dans les années à venir, si des opportunités se présentaient à des conditions favorables, sa croissance organique étant autofinancée grâce à son modèle économique.

Perspectives 2013

Le faible niveau des commandes en 2012 pourrait se poursuivre pendant une partie ou toute l'année, jusqu'à une véritable reprise des investissements des entreprises.

La visibilité reste donc limitée et l'exigence de prudence maintenue.

Une forte sensibilité aux parités monétaires

L'appréciation de l'euro depuis le début de 2013 par rapport au dollar et à de nombreuses autres devises a conduit la société à établir ses scénarios 2013 sur la base des parités au 1^{er} février, notamment \$ 1,35 / € 1. Les variations par rapport aux parités moyennes de 2012 ont pour effet de réduire le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel 2012, convertis aux cours de change 2013 retenus, de € 6,2 millions et € 3,1 millions respectivement, à € 192,2 millions et € 16,7 millions ; la marge opérationnelle perd 1,3 point à 8,7%.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition aux cours de change pour 2013.

La sensibilité aux fluctuations du dollar et des autres devises figure en note 13 de l'annexe au présent rapport.

Paramètres financiers

Les paramètres financiers du plan de marche 2013 sont les suivants (les variations sont à données comparables) :

- un maintien des taux de marge brute des différentes lignes de produits aux mêmes niveaux qu'en 2012 ;
- des revenus récurrents en croissance de 4 % à 5 %. Les contrats récurrents devraient poursuivre leur croissance à un taux de l'ordre de 3 % à 4 % et les ventes de pièces détachées et consommables de 4 % à 6 % en raison de l'augmentation du parc installé, de l'activité et des niveaux de production des entreprises ;
- un niveau de frais généraux fixes d'environ € 120 millions, en augmentation de € 9,7 millions (+ 8,7 %) par rapport à 2012. Sur ces € 120 millions, € 12,3 millions, soit 10 %, sont liés au plan de transformation de l'entreprise ;
- un ratio de sécurité de 76 %.

Comme les années précédentes, la principale incertitude concerne le niveau du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes.

Dans le scénario le plus prudent, où l'attentisme des clients se maintiendrait et le plan de transformation ne produirait que partiellement les effets attendus, la société anticipe un chiffre d'affaires de l'ordre de € 203 millions (+ 6 % par rapport à 2012), un résultat opérationnel courant d'environ € 15 millions (- 10 %), ramenant la marge opérationnelle courante à 7,5 %, et un résultat net de l'ordre de € 10 millions (- 25 % à données réelles).

L'objectif de la société est cependant de dépasser ces chiffres. Chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes supplémentaire se traduirait par une augmentation du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Le cash-flow libre devrait être supérieur au résultat net diminué du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi comptabilisés en 2013 (environ € 6,8 millions), les investissements (hors investissements d'avenir et de R&D entièrement passés en charges) étant compris entre € 5 et € 7 millions.

Un impact limité des nouvelles mesures fiscales françaises

Il convient de souligner que l'impact net des nouvelles mesures fiscales françaises votées par le nouveau gouvernement en 2012 sera légèrement positif (€ 0,1 million) : les nouvelles charges fiscales, y compris la taxe sur les dividendes, devraient totaliser environ € 0,4 million et le crédit d'impôt compétitivité et emploi (CICE) environ € 0,5 million.

Confiance dans les perspectives de croissance à moyen terme

La société a abordé 2013 avec des fondamentaux opérationnels et une structure financière très solides.

Confortée par ses résultats depuis 2010, la solidité de son modèle économique et la pertinence de sa nouvelle feuille de route stratégique, la société est confiante sur ses perspectives de croissance à moyen terme.

Le Conseil d'Administration

Le 12 février 2013

Attestation de la société relative au rapport du quatrième trimestre et de l'exercice 2012

"Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes pour le quatrième trimestre et l'exercice écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport d'activité du quatrième trimestre et de l'exercice 2012 ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant l'exercice et de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes auxquels elles sont confrontées".

Paris, le 12 février 2013

Daniel Harari
Directeur Général

Jérôme Viala
Directeur Financier

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

ACTIF

Au 31 décembre (en milliers d'euros)	2012	2011
Ecarts d'acquisition	31 132	31 309
Autres immobilisations incorporelles	4 273	4 742
Immobilisations corporelles	12 959	11 589
Actifs financiers non courants	1 871	1 899
Impôts différés	8 631	9 543
Total actif non courant	58 866	59 081
Stocks	22 756	21 112
Clients et comptes rattachés	45 149	44 533
Autres actifs courants	22 108	17 187
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 966	26 320
Total actif courant	110 979	109 152
Total actif	169 845	168 233

PASSIF

(en milliers d'euros)	2012	2011
Capital social	28 948	28 037
Primes d'émission et de fusion	2 600	2 487
Actions détenues en propre	(380)	(722)
Ecarts de conversion	(8 840)	(8 816)
Réserves et résultats consolidés	42 995	37 700
Capitaux propres	65 323	58 686
Engagements de retraite	6 393	4 512
Emprunts et dettes financières à long terme	892	16 684
Total passif non courant	7 285	21 196
Fournisseurs et autres passifs courants	44 265	46 696
Produits constatés d'avance	41 911	35 722
Dettes d'impôt exigible	1 545	1 776
Emprunts et dettes financières à court terme	5 834	1 005
Provisions	3 682	3 152
Total passif courant	97 237	88 351
Total passif et capitaux propres	169 845	168 233

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2012 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2012 (douze mois)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2011 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2011 (douze mois) ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	51 107	198 436	52 608	205 923
Coût des ventes	(13 865)	(53 475)	(15 678)	(61 613)
Marge brute	37 242	144 961	36 930	144 310
Frais de recherche et développement	(3 015)	(11 536)	(2 973)	(11 463)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(29 111)	(113 611)	(26 341)	(103 544)
Résultat opérationnel	5 116	19 814	7 616	29 303
Produits financiers	59	318	263	656
Charges financières	(363)	(1 336)	(483)	(2 204)
Résultat de change	(112)	(287)	(177)	(165)
Résultat avant impôts	4 700	18 509	7 219	27 590
Impôts sur le résultat	(1 106)	(4 865)	(2 380)	(8 134)
Résultat net	3 594	13 644	4 839	19 456

(en euros)

Résultat par action

Résultat :

- de base	0,12	0,47	0,17	0,68
- dilué	0,12	0,47	0,16	0,66

Nombre d'actions utilisé pour les calculs :

- résultat de base	28 853 624	28 806 716	28 793 939	28 709 129
- résultat dilué	29 341 919	29 280 673	29 332 311	29 368 796

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2012 (trois mois)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2012 (douze mois)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre 2011 (trois mois) ⁽¹⁾	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2011 (douze mois) ⁽¹⁾
Résultat net	3 594	13 644	4 839	19 456
Ecart de conversion	(186)	(24)	129	61
Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies	(1 175)	(2 096)	(381)	(381)
Part efficace de la variation de juste valeur des swaps de taux d'intérêt	59	326	140	837
Effet d'impôts sur les éléments du résultat global	323	465	73	(162)
Résultat global	2 615	12 315	4 800	19 811

⁽¹⁾ Conformément à la norme IAS 8, les impacts du changement de méthode concernant la comptabilisation des pertes et gains actuariels issus de la valorisation des engagements de retraite à prestations définies dans les autres éléments du résultat global, tel que décrit dans la note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables » ci-après, ont été retraités dans le compte de résultat consolidé et l'état du résultat global consolidé au 31 décembre 2011.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre (en milliers d'euros)	2012	2011 ⁽¹⁾
I - FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE OPERATIONNELLE		
Résultat net	13 644	19 456
Amortissements et provisions d'exploitation	6 458	4 787
Eléments non monétaires du résultat	(19)	(40)
Plus- ou moins-values sur cessions d'actifs	(39)	(9)
Variation des impôts différés	1 213	3 373
Capacité d'autofinancement d'exploitation	21 257	27 567
Variation des stocks et en-cours	(1 974)	(1 646)
Variation des créances clients et comptes rattachés	3 711	(1 301)
Variation des autres actifs et passifs courants	(6 674)	(6 908)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(4 937)	(9 855)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité opérationnelle	16 320	17 712
II - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 278)	(906)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(3 786)	(2 837)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	169	159
Acquisitions d'immobilisations financières	(861)	(1 134)
Cessions d'immobilisations financières	973	1 200
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(4 783)	(3 518)
III - FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire	156	1 841
Versement de dividendes	(6 330)	(5 164)
Achats par la société de ses propres actions	(537)	(1 017)
Ventes par la société de ses propres actions	772	1 049
Accroissement des dettes long terme et court terme	0	0
Remboursement des dettes long terme et court terme	(10 934)	(14 931)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(16 873)	(18 222)
Variation de la trésorerie	(5 336)	(4 028)
Trésorerie à l'ouverture	26 320	30 174
Variation de la trésorerie	(5 336)	(4 028)
Incidence de la consolidation de Lectra Maroc	137	0
Incidence des variations de cours de change	(155)	174
Trésorerie à la clôture	20 966	26 320
Cash-flow libre hors éléments non récurrents	11 537	15 181
Eléments non récurrents du cash-flow libre	0	(987)
Cash-flow libre	11 537	14 194
Impôts payés (remboursés), nets	3 342	254
Intérêts payés	626	1 487

⁽¹⁾ Conformément à la norme IAS 8, les impacts du changement de méthode concernant la comptabilisation des pertes et gains actuariels issus de la valorisation des engagements de retraite à prestations définies dans les autres éléments du résultat global, tel que décrit dans la note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables » ci-après, ont été retraités du tableau des flux de trésorerie consolidés au 31 décembre 2011.

TABLEAU DE VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros, sauf la valeur nominale, exprimée en euros)	Capital social		Capital social	Primes d'émission et de fusion	Actions propres	Ecart de conversion	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres
	Nombre d'actions	Valeur nominale						
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2011	28 499 014	0,97	27 644	1 039	(386)	(8 877)	22 612	42 032
Résultat net ⁽¹⁾							19 456	19 456
Autres éléments du résultat global ⁽¹⁾						61	294	355
Resultat global						61	19 750	19 811
Exercice d'options de souscription d'actions	404 596	0,97	392	1 449				1 841
Valorisation des options de souscription d'actions							257	257
Vente (achat) par la société de ses propres actions					(336)			(336)
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							245	245
Dividendes							(5 164)	(5 164)
Capitaux propres au 31 décembre 2011	28 903 610	0,97	28 037	2 487	(722)	(8 816)	37 700	58 686
Résultat net							13 644	13 644
Autres éléments du résultat global						(24)	(1 305)	(1 329)
Resultat global						(24)	12 339	12 315
Augmentation de la valeur nominale des actions		0,03	868				(868)	0
Exercice d'options de souscription d'actions	44 705	0,99	44	112				156
Valorisation des options de souscription d'actions							225	225
Vente (achat) par la société de ses propres actions					342			342
Profits (pertes) réalisés par la société sur ses propres actions							(71)	(71)
Dividendes							(6 330)	(6 330)
Capitaux propres au 31 décembre 2012	28 948 315	1,00	28 948	2 600	(380)	(8 840)	42 995	65 323

⁽¹⁾ Conformément à la norme IAS 8, les impacts du changement de méthode concernant la comptabilisation des pertes et gains actuariels issus de la valorisation des engagements de retraite à prestations définies dans les autres éléments du résultat global, tel que décrit dans la note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables » ci-après, ont été retraités du tableau de variation des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2011.

NOTES ANNEXES AU RAPPORT SUR L'ACTIVITÉ ET LES COMPTES CONSOLIDÉS DU QUATRIÈME TRIMESTRE ET DE L'EXERCICE 2012

1. ACTIVITÉ DU GROUPE

Lectra, créée en 1973, cotée sur NYSE Euronext (compartiment C) depuis 1987, est leader mondial des logiciels, des équipements de CFAO et des services associés dédiés aux entreprises fortement utilisatrices de tissus, cuir et textiles techniques. Lectra s'adresse à un ensemble de grands marchés mondiaux : principalement la mode (habillement, accessoires, chaussure), l'automobile (sièges et intérieurs de véhicules, airbags), l'ameublement ainsi qu'une grande variété d'autres industries (aéronautique, industrie nautique, éolien...).

Son offre technologique, spécifique à chaque marché, permet ainsi à ses clients de créer, développer et fabriquer leurs produits (vêtements, sièges, airbags...). Pour les métiers de la mode, ses logiciels s'étendent à la gestion des collections et couvrent l'ensemble du cycle de vie des produits (*Product Lifecycle Management*, ou PLM). Lectra établit avec ses clients des relations à long terme, et leur propose des solutions complètes et innovantes.

Les clients du Groupe sont aussi bien de grands groupes nationaux ou internationaux que des entreprises de taille moyenne. Lectra contribue à la résolution de leurs enjeux stratégiques : réduire les coûts et améliorer la productivité, diminuer le *time-to-market*, faire face à la mondialisation, développer et sécuriser les échanges d'informations électroniques, développer la qualité, répondre à la demande de *mass customisation*, assurer la maîtrise et le développement des marques. Le Groupe commercialise des solutions complètes associant la vente de logiciels et d'équipements à des prestations de services : maintenance technique, support, formation, conseil, vente de consommables et de pièces détachées.

Les équipements et logiciels – à l'exception de quelques produits pour lesquels des partenariats stratégiques ont été conclus – sont conçus et développés par la société. Les équipements sont assemblés à partir de sous-ensembles fournis par un réseau international de sous-traitants, et testés, sur le site industriel principal de Bordeaux-Cestas (France), où est réalisé l'essentiel des activités de recherche et de développement.

Lectra s'appuie sur les compétences et l'expérience de près de 1 350 collaborateurs dans le monde regroupant des équipes de recherche, techniques et commerciales expertes, connaissant parfaitement les domaines d'activité de leurs clients.

Le Groupe dispose, depuis le milieu des années 1980, d'une implantation mondiale d'envergure. Basée en France, Lectra accompagne ses clients dans plus de 100 pays à travers son réseau de 31 filiales commerciales et de services, complété par des agents et distributeurs dans certaines régions. Grâce à ce réseau unique au regard de ses concurrents, Lectra a, en 2012, réalisé en direct 91 % de son chiffre d'affaires. Ses cinq *Call Centers* internationaux de Bordeaux-Cestas (France), Madrid (Espagne), Milan (Italie), Atlanta (États-Unis) et Shanghai (Chine) couvrent l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. L'ensemble de ses technologies est présenté dans son *International Advanced Technology & Conference Center* de Bordeaux-Cestas (France), pour l'Europe et les visiteurs internationaux, et ses deux *International Advanced Technology Centers* d'Atlanta (États-Unis) pour les Amériques, et Shanghai (Chine) pour l'Asie-Pacifique. Lectra offre ainsi à tous ses clients une forte proximité géographique avec près de 760 collaborateurs dans ses filiales commerciales et de services. 210 ingénieurs sont dédiés à la R&D et 150 personnes aux achats industriels, à l'assemblage et aux tests des équipements de CFAO et à la logistique.

Modèle économique

Le modèle économique du Groupe repose sur la double composante du chiffre d'affaires :

- les revenus des nouveaux systèmes (ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO et de services associés), moteur de la croissance de la société ;
- les revenus récurrents, composés d'une part des revenus des contrats récurrents (contrats d'évolution des logiciels, de maintenance des équipements de CFAO et de support en ligne), d'autre part des autres revenus statistiquement récurrents sur la base installée (ventes de pièces détachées et consommables et d'interventions ponctuelles de maintenance et de support), facteur essentiel de stabilité de l'entreprise et amortisseur en période de conjoncture économique difficile ;

et sur la génération d'un cash-flow libre supérieur au résultat net, dans l'hypothèse de l'utilisation ou de l'encaissement du crédit d'impôt recherche et du crédit d'impôt compétitivité et emploi annuels applicables en France.

2. EXTRAIT DES RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'*International Accounting Standards Board* et telles qu'adoptées par l'Union européenne, disponibles sur le site Internet de la Commission européenne :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les comptes consolidés au 31 décembre 2012 sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour la préparation des comptes annuels 2011, à l'exception du point présenté ci-dessous sur la comptabilisation des engagements de retraite à prestations définies. Ils ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration du 12 février 2013. Les procédures d'audit sur les comptes consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis à l'issue du Conseil d'Administration du 5 mars 2013, qui arrêtera l'annexe aux comptes consolidés. Les comptes du quatrième trimestre, pris isolément, n'ont pas fait l'objet d'une revue.

Les normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 sont sans impact sur les comptes du Groupe :

- Amendement à IFRS 7 Informations à fournir – Transferts d'actifs financiers

Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation de normes, amendements et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012, en particulier :

- Amendement à IAS 19 – Avantages du personnel : application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Le seul impact attendu de l'application de cet amendement concerne le mode de comptabilisation des coûts des services passés. Ces derniers sont actuellement amortis sur la durée prévisionnelle de l'engagement alors qu'ils seront comptabilisés intégralement dans le compte de résultat à partir du 1^{er} janvier 2013. L'application rétrospective de cet amendement conduira le Groupe à retraiter les périodes publiées antérieures, et à faire apparaître, lors de la publication de ses états financiers 2013, des capitaux propres consolidés 2012 retraités diminués de € 479 milliers.

Les comparaisons mentionnées « à données comparables » sont établies à partir des chiffres 2012 traduits à cours de change 2011, comparés aux données réelles 2011.

Changement de méthode comptable – Comptabilisation des pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite dans l'état du résultat global

Le Groupe a décidé de modifier la méthode de comptabilisation de ses pertes et gains actuariels issus de la valorisation de ses engagements de retraite à prestations définies dans le cadre de la norme actuelle IAS 19 – Avantages du personnel.

Jusqu'au 31 décembre 2011, les pertes et gains actuariels étaient intégralement comptabilisés dans le compte de résultat consolidé. A compter du 1^{er} janvier 2012, le Groupe a décidé de reconnaître l'intégralité des pertes et gains actuariels dans l'état du résultat global consolidé. Ce changement de méthode comptable a été motivé par la perspective de l'application en 2013 de la norme IAS 19 révisée, rendant obligatoire cette option de comptabilisation des pertes et gains actuariels en fonds propres. Le Groupe estime que ce changement de méthode améliore la pertinence des états financiers consolidés, éliminant ainsi les effets de la volatilité des hypothèses actuarielles retenues pour le calcul de ses engagements de retraite à prestations définies dans le compte de résultat consolidé.

Conformément à IAS 8 – Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs, ce changement de méthode a été appliqué de façon rétrospective ; les états financiers 2011 ont été retraités en conséquence de la façon suivante :

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	2011 publié	2011 retraité
Chiffre d'affaires	205 923	205 923
Coût des ventes	(61 613)	(61 613)
Marge brute	144 310	144 310
Frais de recherche et développement	(11 463)	(11 463)
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(103 925)	(103 544)
Résultat opérationnel	28 922	29 303
Résultat avant impôts	27 209	27 590
Impôts sur le résultat	(8 012)	(8 134)
Résultat net	19 197	19 456

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	2011 publié	2011 retraité
Résultat net	19 197	19 456
Ecart de conversion	61	61
Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies	0	(381)
Part efficace de la variation de juste valeur des <i>swaps</i> de taux d'intérêt	837	837
Effet d'impôts sur les éléments du résultat global	(284)	(162)
Résultat global	19 811	19 811

Le montant global des pertes actuarielles sur les engagements de retraite 2011, d'un montant de € 381 milliers, comptabilisé dans les comptes 2011 publiés dans les « Frais commerciaux, généraux et administratifs », figure après retraitement sur une nouvelle ligne spécifique de l'état du résultat global consolidé intitulée « Pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite à prestations définies ». La charge d'impôt correspondante de € 122 milliers, comptabilisée dans les comptes 2011 publiés dans « Impôts sur le résultat » a été reclassée sur la ligne « Effet d'impôts sur les éléments du résultat global » de l'état du résultat global. Compte tenu de ces éléments, l'impact de ce retraitement sur le résultat net est une augmentation de € 259 milliers, le résultat global ainsi que le montant des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2011 restant inchangés.

Les pertes et gains actuariels sur les engagements de retraite ne faisant l'objet d'un calcul qu'en fin d'année, seuls les comptes du quatrième trimestre 2011 et de l'exercice 2011 sont concernés par ce retraitement.

Estimations et jugements comptables déterminants

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La Direction du Groupe est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe. Si ces estimations ont été réalisées dans un contexte particulièrement incertain, les caractéristiques du modèle économique du Groupe permettent d'en assurer la pertinence.

Les domaines pour lesquels les enjeux sont les plus élevés en termes de jugement, de complexité, ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont significatives pour l'établissement des états financiers consolidés, concernent les modalités de dépréciation des écarts d'acquisition et les impôts différés.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de matériels est reconnu lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété sont transférés à l'acquéreur.

Pour les matériels ou pour les logiciels, lorsque la société vend également l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont remplies lors du transfert physique du matériel tel que déterminé par les conditions de vente contractuelles.

Pour les logiciels, lorsque la société ne vend pas l'équipement informatique sur lequel le logiciel est installé, ces conditions sont généralement remplies lorsque le logiciel est installé sur l'ordinateur du client par CD-ROM ou par téléchargement.

Le chiffre d'affaires lié aux contrats d'évolution des logiciels et de services récurrents, facturé par avance, est pris en compte mensuellement tout au long de la période des contrats.

Le revenu lié à la facturation des services ne faisant pas l'objet de contrats récurrents est reconnu lors de la réalisation de la prestation ou, le cas échéant, en fonction de son avancement.

Coût des ventes

Le coût des ventes comprend tous les achats de matières premières intégrés dans les coûts de production, les mouvements de stocks, en valeur nette, tous les coûts de main-d'œuvre intégrés dans les coûts de production constituant la valeur ajoutée, les frais de distribution des équipements vendus, ainsi qu'une quote-part des amortissements des moyens de production.

Les charges et frais de personnel encourus dans le cadre des activités de service ne sont pas intégrés dans le coût des ventes mais sont constatés dans les frais commerciaux, généraux et administratifs.

Frais de recherche et développement

La faisabilité technique des logiciels et équipements développés par le Groupe n'est généralement établie qu'à l'obtention d'un prototype ou aux retours d'expérience des sites pilotes, prémices à la commercialisation. De ce fait, les critères techniques et économiques rendant obligatoire la capitalisation des frais de développement au moment où ils surviennent ne sont pas remplis et ces derniers, ainsi que les frais de recherche, sont donc comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Le crédit d'impôt recherche applicable en France, ainsi que les subventions éventuelles liées à des programmes de R&D, sont présentés en déduction des dépenses de R&D.

Résultat par action

Le résultat net de base par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ajusté de l'effet dilutif des options de souscription d'actions en circulation au cours de la période, à l'exclusion du nombre moyen pondéré d'actions détenues en propre par la société dans le seul cadre du contrat de liquidité.

L'effet dilutif des options de souscription d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33 révisée. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des options de souscription d'actions sont supposés être affectés au rachat d'actions au cours moyen de Bourse de l'exercice. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des options de souscription d'actions.

Seules les options dont le prix d'exercice est inférieur à ce cours de Bourse moyen sont prises en compte dans le calcul du nombre d'actions composant le capital potentiel.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières non courants comprennent la fraction à plus d'un an :

- des emprunts bancaires portant intérêts ;
- des avances remboursables ne portant pas intérêt correspondant à des aides au financement de programmes de R&D.

Les emprunts et dettes financières courants comprennent :

- la fraction à moins d'un an des emprunts bancaires, avances remboursables et autres dettes financières ;
- les lignes de crédit de trésorerie, le cas échéant.

Lors de la comptabilisation initiale, les emprunts et dettes financières sont comptabilisés à leur juste valeur.

A la clôture, les emprunts et dettes financières sont évalués au coût amorti, basé sur la méthode du taux d'intérêt effectif, défini comme le taux permettant d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de l'emprunt. Les intérêts financiers relatifs à l'emprunt bancaire et à l'utilisation des lignes de crédit de trésorerie sont comptabilisés en charges financières dans le compte de résultat.

Cash-flow libre

Le cash-flow libre s'obtient par l'addition des flux nets de trésorerie générés par l'activité et des flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement, déduction faite des montants consacrés à l'acquisition de sociétés, nets de la trésorerie acquise.

Secteurs opérationnels

L'information par secteur opérationnel est directement établie sur la base de la méthodologie de suivi et d'analyse des performances au sein du Groupe. Les secteurs opérationnels présentés en note 6 sont identiques à ceux figurant dans l'information communiquée régulièrement au Comité Exécutif, « principal décideur opérationnel » du Groupe.

Les secteurs opérationnels correspondent aux grandes régions commerciales telles que leur performance est analysée par le Comité Exécutif. Il s'agit des régions Amériques, Europe, Asie-Pacifique et du reste du monde où la présence de la société concerne principalement les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud, la Turquie, Israël et les pays du Moyen-Orient. Ces régions

exercent une activité commerciale et de services vis-à-vis de leurs clients. Elles n'exercent aucune activité industrielle ou de R&D et s'appuient sur des compétences centralisées partagées entre l'ensemble des régions pour de nombreuses fonctions : marketing, communication, logistique, achats, finances, juridique, ressources humaines, systèmes d'information... Toutes ces activités transverses figurent donc dans un secteur opérationnel complémentaire, le secteur « Siège ».

La mesure de performance se fait sur le résultat opérationnel courant du secteur en excluant les produits et charges à caractère non récurrent et les éventuelles pertes de valeur sur actifs. Le chiffre d'affaires des régions commerciales est réalisé avec des clients externes et exclut toute facturation intersecteurs. Les taux de marge brute utilisés pour déterminer la performance opérationnelle sont identiques pour toutes les régions. Ils sont déterminés par ligne de produits, et tiennent compte de la valeur ajoutée apportée par le Siège. Ainsi, pour les produits et prestations fournis en totalité ou en partie par le Siège, une partie de la marge brute globale consolidée est conservée dans le calcul du résultat du secteur Siège et doit permettre d'en absorber les coûts. Les frais généraux du Siège étant pour l'essentiel fixes, sa marge brute et par conséquent son résultat opérationnel dépendent donc essentiellement du volume d'activité réalisé par les régions commerciales.

3. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2012, le périmètre de consolidation du Groupe comprend, outre Lectra SA, 27 sociétés consolidées par intégration globale.

Une filiale de Lectra SA, Lectra Maroc SARL, jusqu'alors non comprise dans le périmètre de consolidation du Groupe, est consolidée depuis le 1^{er} janvier 2012 par intégration globale. Les impacts de cette première consolidation sur les comptes du Groupe pour l'exercice 2012 ne sont pas significatifs.

Il n'y a pas eu d'autre variation de périmètre en 2012.

Quatre filiales commerciales non significatives, tant en cumul qu'individuellement, ne sont pas consolidées. Au 31 décembre 2012, le montant total de leur chiffre d'affaires s'élève à € 0,8 million, la valeur totale de leur état de la situation financière à € 1,5 million et celle de leurs dettes financières (hors Groupe) à zéro. L'essentiel de l'activité commerciale réalisée par ces filiales est facturé directement par la société mère Lectra SA.

Les transactions avec ces parties liées correspondent principalement aux achats effectués auprès de la société mère pour leur activité locale ou aux frais et commissions facturés à la société mère pour assurer leur fonctionnement lorsqu'elles jouent un rôle d'agent. Ces transactions ne représentent pas un montant significatif au 31 décembre 2012.

4. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

4.1 Quatrième trimestre 2012

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre				
	2012		2011	Variation 2012/2011	
	Réel	A cours de change 2011	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	51 107	50 381	52 608	-3%	-4%
Coût des ventes	(13 865)	(13 793)	(15 678)	-12%	-12%
Marge brute	37 242	36 589	36 930	+1%	-1%
(en % du chiffre d'affaires)	72,9%	72,6%	70,2%	+2,7 points	+2,4 points
Frais de recherche et de développement	(3 015)	(3 015)	(2 973)	+1%	+1%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(29 111)	(28 958)	(26 341)	+11%	+10%
Résultat opérationnel	5 116	4 615	7 616	-33%	-39%
(en % du chiffre d'affaires)	10,0%	9,2%	14,5%	-4,5 points	-5,3 points
Résultat avant impôts	4 700	4 199	7 219	-35%	-42%
Impôt sur le résultat	(1 106)	na	(2 380)	-54%	na
Résultat	3 594	na	4 839	-26%	na

4.2 Exercice 2012

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre				
	2012		2011	Variation 2012/2011	
	Réel	A cours de change 2011	Réel	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires	198 436	192 207	205 923	-4%	-7%
Coût des ventes	(53 475)	(52 882)	(61 613)	-13%	-14%
Marge brute	144 961	139 325	144 310	+0%	-3%
(en % du chiffre d'affaires)	73,1%	72,5%	70,1%	+3,0 points	+2,4 points
Frais de recherche et de développement	(11 536)	(11 536)	(11 463)	+1%	+1%
Frais commerciaux, généraux et administratifs	(113 611)	(111 001)	(103 544)	+10%	+7%
Résultat opérationnel	19 814	16 789	29 303	-32%	-43%
(en % du chiffre d'affaires)	10,0%	8,7%	14,2%	-4,2 points	-5,5 points
Résultat avant impôts	18 509	15 484	27 590	-33%	-44%
Impôt sur le résultat	(4 865)	na	(8 134)	-40%	na
Résultat	13 644	na	19 456	-30%	na

5. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES – VARIATION A DONNÉES COMPARABLES

5.1 Quatrième trimestre 2012

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre							
	2012			2011			Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Europe, dont :	23 339	46%	23 221	23 041	44%	+1%	+1%	
- France	4 625	9%	4 625	4 545	9%	+2%	+2%	
Amériques	13 926	27%	13 572	11 269	21%	+24%	+20%	
Asie - Pacifique	10 559	21%	10 248	15 450	29%	-32%	-34%	
Autres pays	3 282	6%	3 340	2 848	5%	+15%	+17%	
Total	51 107	100%	50 381	52 608	100%	-3%	-4%	

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre							
	2012			2011			Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Logiciels, dont :	14 412	28%	14 251	13 338	25%	+8%	+7%	
- nouvelles licences	6 202	12%	6 123	5 626	11%	+10%	+9%	
- contrats d'évolution logiciels	8 211	16%	8 128	7 711	15%	+6%	+5%	
Équipements de CFAO	12 813	25%	12 551	16 244	31%	-21%	-23%	
Maintenance hardware et services en ligne	9 537	19%	9 422	8 844	17%	+8%	+7%	
Pièces détachées et consommables	12 148	24%	11 982	11 783	22%	+3%	+2%	
Formation, conseil	2 136	4%	2 114	2 256	4%	-5%	-6%	
Divers	61	0%	61	143	0%	-57%	-57%	
Total	51 107	100%	50 381	52 608	100%	-3%	-4%	

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} octobre au 31 décembre							
	2012			2011			Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables	
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	21 212	42%	20 849	24 270	46%	-13%	-14%	
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	29 895	58%	29 532	28 338	54%	+5%	+4%	
- contrats récurrents	17 300	34%	17 108	16 034	30%	+8%	+7%	
- autres revenus récurrents sur la base installée	12 595	25%	12 424	12 304	23%	+2%	+1%	
Total	51 107	100%	50 381	52 608	100%	-3%	-4%	

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

⁽²⁾ Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et des interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

5.2 Exercice 2012

Chiffre d'affaires par région géographique

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre						
	2012			2011		Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Europe, dont :	93 797	47%	93 367	98 712	48%	-5%	-5%
- France	19 130	10%	19 130	20 129	10%	-5%	-5%
Amériques	50 188	25%	47 253	43 835	21%	+14%	+8%
Asie - Pacifique	41 972	21%	38 911	52 660	26%	-20%	-26%
Autres pays	12 479	6%	12 676	10 716	5%	+16%	+18%
Total	198 436	100%	192 207	205 923	100%	-4%	-7%

Chiffre d'affaires par ligne de produits

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre						
	2012			2011		Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Logiciels, dont :	55 313	28%	53 911	55 057	27%	+0%	-2%
- nouvelles licences	23 374	12%	22 701	25 276	12%	-8%	-10%
- contrats d'évolution logiciels	31 939	16%	31 210	29 781	14%	+7%	+5%
Équipements de CFAO	52 225	26%	50 083	63 007	31%	-17%	-21%
Maintenance hardware et services en ligne	37 204	19%	36 156	34 657	17%	+7%	+4%
Pièces détachées et consommables	45 606	23%	44 163	43 739	21%	+4%	+1%
Formation, conseil	7 834	4%	7 646	8 932	4%	-12%	-14%
Divers	254	0%	248	532	0%	-52%	-53%
Total	198 436	100%	192 207	205 923	100%	-4%	-7%

Répartition du chiffre d'affaires entre les ventes de nouveaux systèmes et les revenus récurrents

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre						
	2012			2011		Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes ⁽¹⁾	83 687	42%	80 679	97 746	47%	-14%	-17%
Revenus récurrents ⁽²⁾ , dont :	114 749	58%	111 528	108 177	53%	+6%	+3%
- contrats récurrents	67 472	34%	65 743	62 579	30%	+8%	+5%
- autres revenus récurrents sur la base installée	47 277	24%	45 785	45 599	22%	+4%	+0%
Total	198 436	100%	192 207	205 923	100%	-4%	-7%

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires des nouveaux systèmes comprend les ventes de nouvelles licences de logiciels, d'équipements de CFAO, de PC et périphériques et de services associés.

⁽²⁾ Les revenus récurrents sont de deux natures et comprennent :

- les contrats d'évolution des logiciels, de maintenance hardware et de support en ligne, renouvelables annuellement.
- le chiffre d'affaires des pièces détachées et des consommables, et des interventions ponctuelles, réalisé sur la base installée, statistiquement récurrent.

Chiffre d'affaires des nouveaux systèmes par marché sectoriel

(en milliers d'euros)	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre						
	2012			2011		Variation 2012/2011	
	Réel	%	A cours de change 2011	Réel	%	Données réelles	Données comparables
Mode (habillement, accessoires, chaussure)	41 248	49%	40 291	47 777	49%	-14%	-16%
Automobile	30 743	37%	28 967	37 558	38%	-18%	-23%
Ameublement	5 705	7%	5 613	6 067	6%	-6%	-7%
Autres industries	5 991	7%	5 809	6 344	6%	-6%	-8%
Total	83 687	100%	80 679	97 746	100%	-14%	-17%

6. INFORMATION PAR SECTEUR OPERATIONNEL

2011	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	98 712	43 835	52 660	10 716	0	205 923
Résultat opérationnel ⁽¹⁾	8 867	600	1 648	1 391	16 797	29 303

⁽¹⁾ Conformément à la norme IAS 8, les impacts du changement de méthode concernant la comptabilisation des pertes et gains actuariels issus de la valorisation des engagements de retraite à prestations définies dans les autres éléments du résultat global, tel que décrit dans la note 2 « Extrait des règles et méthodes comptables » ci-dessus, ont été retraités du résultat opérationnel au 31 décembre 2011.

2012	Europe	Amériques	Asie- Pacifique	Autres pays	Siège	Total
Chiffre d'affaires	93 797	50 188	41 972	12 479	0	198 436
Résultat opérationnel	6 771	240	(1 562)	1 096	13 269	19 814

Le résultat opérationnel obtenu par l'addition des résultats des secteurs est identique au résultat opérationnel tel qu'il figure dans les états financiers consolidés du Groupe ; aucune réconciliation n'est donc nécessaire.

7. TABLEAU RÉSUMÉ DE LA VARIATION DE LA TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Trésorerie Brute	Trésorerie nette (+)	
		Dettes	Endettement net (-)
Cash-flow libre	11,5	0,0	11,5
Augmentation de capital ⁽¹⁾	0,2	0,0	0,2
Achat et vente par la société de ses propres actions ⁽²⁾	0,2	0,0	0,2
Versement de dividendes	(6,3)	0,0	(6,3)
Variation de l'endettement	(10,9)	10,9	0,0
Effet de la consolidation de Lectra Maroc	0,1	0,0	0,1
Effet de la variation des devises – divers	(0,2)	0,0	(0,2)
Variation de la période	(5,4)	10,9	5,6
Situation au 31 décembre 2011	26,3	(17,7)	8,6
Situation au 31 décembre 2012	21,0	(6,7)	14,2
Variation de la période	(5,4)	10,9	5,6

⁽¹⁾ Résultant exclusivement de l'exercice d'options de souscription d'actions

⁽²⁾ Au travers du seul contrat de liquidité confié à SG Securities (Groupe Société Générale) jusqu'au 21 mai 2012 puis à Exane BNP Paribas (cf. note 10).

Le cash-flow libre au 31 décembre 2012 s'élève à € 11,5 millions. Il résulte d'une capacité d'autofinancement de € 21,3 millions, d'investissements de € 4,8 millions et d'une augmentation du besoin en fonds de roulement de € 4,9 millions.

Les principales variations du besoin en fonds de roulement sont les suivantes :

- - € 3,7 millions proviennent d'une diminution des créances clients, compte tenu de la diminution des ventes de nouveaux systèmes et d'une accélération des encaissements (il convient de préciser que la variation des créances est obtenue en tenant compte de la rubrique « produits constatés d'avance » dans l'état de la situation financière, qui comprend, pour l'essentiel, la quote-part des contrats récurrents facturés qui n'est pas encore reconnue en chiffre d'affaires) ;
- + € 2,0 millions proviennent de l'augmentation des stocks, une part importante de cette augmentation étant liée au lancement des nouvelles générations de découpeurs, *Versalis* et *Vector* ;
- + € 5,7 millions proviennent de la créance relative au crédit d'impôt recherche de 2012, comptabilisée mais non encaissée ;
- + € 0,9 million provient des variations des autres actifs et passifs courants ; aucune de ces variations, prise individuellement, ne représentant un montant significatif.

Le besoin en fonds de roulement au 31 décembre 2012 s'élève à € 2,3 millions. Il comprend une créance de € 15,7 millions au titre du crédit d'impôt recherche 2010, 2011 et de 2012 non encaissé et non imputé sur l'impôt. Retraité de cette créance, le besoin en fonds de roulement est négatif de € 13,4 millions, une caractéristique forte du modèle économique du Groupe.

8. CREDIT D'IMPOT RECHERCHE

Au 31 décembre 2012, la société détient une créance de € 15,7 millions sur le Trésor Public français. Elle est composée du crédit d'impôt recherche comptabilisé en 2012 (€ 5,7 millions) et en 2011 (€ 6,2 millions), et du solde (€ 3,9 millions) de celui qui avait été comptabilisé en 2010 après imputation de l'impôt sur les sociétés à payer par Lectra SA au titre de 2012 (€ 0,6 million) et 2011 (€ 1,4 million).

Il est rappelé que le crédit d'impôt recherche comptabilisé dans l'année, lorsqu'il ne peut être imputé sur l'impôt sur les sociétés, fait l'objet d'une créance sur le Trésor Public français qui, si elle n'est pas utilisée au cours des trois années suivantes, est remboursée au cours de la quatrième année.

Compte tenu des estimations de la société sur les montants du crédit d'impôt recherche et de l'impôt sur les sociétés pour les trois prochaines années, la société n'anticipe pas de décaissement au titre de ce dernier (qui sera intégralement imputé sur la créance de crédit d'impôt recherche) et devrait percevoir le remboursement du solde des crédits d'impôt recherche non imputés en 2014 (crédit d'impôt 2010), 2015 (crédit d'impôt 2011) et 2016 (crédit d'impôt 2012). Cette situation perdurera tant que le montant du crédit d'impôt recherche annuel sera supérieur à celui de l'impôt sur les sociétés à payer.

Si le montant de l'impôt sur les sociétés devait devenir supérieur à celui du crédit d'impôt recherche de l'année, la société continuerait à ne pas décaisser le montant de l'impôt jusqu'à l'imputation de la totalité de la créance de crédit d'impôt recherche puis elle compenserait chaque année l'intégralité du crédit d'impôt recherche sur l'impôt à payer de la même période et devrait décaisser le solde.

9. EVOLUTION DU LITIGE EN COURS AVEC INDUYCO

Ce litige fait l'objet d'un développement complet dans la note 23 de l'annexe aux comptes consolidés 2011 à laquelle il convient de se référer.

Dans son jugement du 21 octobre 2009, le tribunal arbitral avait alloué à Lectra des dommages et intérêts d'un montant global de € 26,2 millions (au 31 décembre 2012)

En juin 2005, Lectra avait engagé une procédure d'arbitrage à l'encontre d'Induyco (alors membre du groupe espagnol El Corte Inglés), le précédent actionnaire d'Investronica Sistemas, à la suite de l'acquisition de cette dernière. Aux termes du contrat d'acquisition signé le 2 avril 2004, les parties étaient convenues que les différends découlant de ce contrat seraient définitivement tranchés par voie d'arbitrage international à Londres, conformément aux règles de la Chambre de Commerce Internationale.

Par sa sentence rendue le 21 octobre 2009, le Tribunal Arbitral International avait alloué à Lectra une indemnisation globale de € 21,7 millions (plus intérêts) comprenant :

- € 15,1 millions à titre de dommages-intérêts (plus intérêts depuis le 30 juin 2005 et courant jusqu'au paiement) ;
- € 6,6 millions au titre des frais de procédure (plus intérêts depuis la décision jusqu'au paiement).

Induyco avait refusé de se conformer à cette sentence, qui s'imposait à elle en application du droit international, et engagé en Angleterre une procédure en annulation (la High Court of Justice de Londres l'avait entièrement débouté et lui avait refusé la possibilité de faire appel).

A la suite de l'arrêt de la Cour d'Appel de Madrid du 20 septembre 2010, Lectra avait obtenu l'exécution des garanties bancaires qu'Induyco lui avait consenties et avait encaissé € 15,1 millions.

Par sa décision rendue le 27 juin 2011, le Tribunal de Première Instance de Madrid avait ordonné l'*exequatur* en Espagne de la sentence arbitrale et avait donc confirmé la validité et le caractère exécutoire en Espagne de cette sentence et a rejeté l'opposition d'Induyco à la demande d'*exequatur* de Lectra.

La Cour d'Appel de Madrid confirme le caractère exécutoire en Espagne de la sentence rendue contre Induyco par le tribunal arbitral international en octobre 2009

La Cour d'Appel de Madrid a confirmé dans sa décision du 28 janvier 2013 le jugement du Tribunal de Première Instance de Madrid du 27 juin 2011 ayant ordonné l'*exequatur* en Espagne de la sentence arbitrale rendue à Londres contre Induyco. Par cette décision, la Cour d'Appel a rejeté à son tour l'opposition d'Induyco à la demande d'*exequatur* de Lectra.

Dans la mesure où Induyco a fusionné avec El Corte Inglés le 18 décembre 2012 et a été immédiatement dissoute, El Corte Inglés est devenu le nouveau débiteur de Lectra pour le solde encore dû.

La société est déterminée à poursuivre le recouvrement de la totalité de sa créance au titre de la sentence.

La société a seulement enregistré dans ses comptes € 15,1 millions effectivement encaissés sur le montant global de dommages et intérêts de € 26,2 millions

La décision du 28 janvier 2013 ne modifie pas l'enregistrement de la sentence arbitrale dans les comptes du Groupe. Seuls ont été enregistrés les € 15,1 millions encaissés en 2010 et définitivement acquis. Le solde (€ 11,1 millions) du montant total (€ 26,2 millions au 31 décembre 2012) des

dommages et intérêts restant dû par El Corte Inglés n'a pas été enregistré dans les comptes 2012 et ne le sera que lors de son encaissement effectif.

Dans la mesure où l'intégralité des frais engagés (à l'exception de ceux relatifs aux procédures encore en cours en Espagne) a déjà été payée, l'exécution de la décision d'*exequatur* se traduira par un encaissement net de trésorerie égal au solde restant dû par El Corte Inglés.

10. ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉTENUES EN PROPRE

Le contrat de liquidité, précédemment confié à SG Securities (Société Générale), est géré par Exane BNP Paribas depuis le 21 mai 2012.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, dans le cadre de ces contrats, la société a acheté 118 644 actions et en a vendu 168 214 aux cours moyens respectifs de € 4,53 et de € 4,59.

Au 31 décembre 2012, elle détenait 84 284 de ses propres actions (soit 0,3 % du capital social) à un prix de revient moyen de € 4,51, entièrement détenues dans le cadre du contrat de liquidité.

11. LIQUIDITÉ ET ENDETTEMENT BANCAIRE

11.1 Trésorerie disponible et trésorerie nette

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Trésorerie et équivalents de trésorerie	20 966	26 320
Emprunts et dettes financières	(6 726)	(17 689)
Trésorerie nette	14 240	8 631

La trésorerie nette du Groupe s'est améliorée de € 5,6 millions en 2012, après versement du dividende de € 6,3 millions le 10 mai 2012.

11.2 Emprunts et dettes financières par nature et par échéance

Au 31 décembre 2012, l'échéancier des emprunts et dettes financières se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	Court terme	Long terme		Total
	A moins de un an	De un à cinq ans	Au delà de cinq ans	
Emprunt bancaire à moyen terme	5 360	0	0	5 360
Avances remboursables ne portant pas intérêt ⁽¹⁾	474	892	0	1 366
Total	5 834	892	0	6 726

⁽¹⁾ Les avances remboursables correspondent à des aides au financement des programmes de R&D.

11.3 Emprunt bancaire à moyen terme

En 2007, la société a contracté un emprunt bancaire à moyen terme de € 48 millions, auprès de Société Générale et Natixis, pour le financement de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) portant sur 20 % du capital réalisée en mai 2007 au prix de € 6,75 par action.

En 2011, elle avait remboursé par anticipation € 3,8 millions le 30 juin au titre de la clause contractuelle d'*excess cash-flow* (il n'y a pas eu de remboursement en 2012 au titre de cette même clause) et € 10 millions à sa propre initiative le 31 décembre (en plus de l'échéance contractuelle qui avait été réduite à € 0,6 million du fait du remboursement anticipé de € 10 millions réalisé le 31 décembre 2010).

Le remboursement anticipé de € 10 millions réalisé le 31 décembre 2011 s'était substitué aux remboursements semestriels contractuels de 2012 qui, de ce fait, ont été réduits à € 0,6 million,

montant effectivement remboursé le 31 décembre 2012.

Le 31 décembre 2012, la société a effectué à sa propre initiative un nouveau remboursement anticipé de € 10 millions, qui se substitue de la même façon aux remboursements semestriels contractuels de 2013, réduits de ce fait à € 5,4 millions.

Les remboursements effectués sont synthétisés ci-dessous :

(en milliers d'euros)	2012	2011
Solde de l'emprunt au 1 ^{er} janvier	15 920	30 320
Remboursements contractuels	(560)	(560)
Remboursements par anticipation (à l'initiative de la société)	(10 000)	(10 000)
Application de la clause d' <i>excess cash-flow</i>	0	(3 840)
Solde de l'emprunt au 31 décembre	5 360	15 920

Le solde de l'emprunt, soit € 5,4 millions au 31 décembre 2012, sera remboursé le 31 décembre 2013.

Il est soumis à intérêts au taux de l'Euribor 3 mois, majoré d'une marge de 0,95 % l'an.

La société avait couvert son exposition au risque de taux sur une partie de l'emprunt en convertissant ce taux variable en taux fixe, au travers de deux contrats de *swaps* de taux, dès la signature du contrat de prêt en 2007 et jusqu'au 31 décembre 2012 (date de l'échéance des derniers *swaps* de taux). Le taux d'intérêt effectif global en 2012, après prise en compte du coût des instruments financiers de couverture et des montants couverts, s'est élevé à 3,91 %.

Dans l'hypothèse théorique où le taux Euribor 3 mois serait identique à celui du 31 décembre 2012 (0,19 %), le taux d'intérêt effectif global s'élèverait à 1,14 % en 2013.

11.4 Covenants

La société s'était engagée, pendant toute la durée de l'emprunt, à respecter le 31 décembre de chaque année, un premier ratio entre l'endettement financier net et les capitaux propres (*gearing*), et un second entre l'endettement financier net et l'EBITDA (*leverage*). En 2012 comme en 2011, ces deux ratios ont été respectés.

Les clauses spécifiques attachées à ces *covenants* et aux autres conditions contractuelles, notamment le remboursement anticipé de l'emprunt, font l'objet d'une description détaillée dans la note 13.2.2 de l'annexe aux comptes consolidés 2011 à laquelle il convient de se référer.

12. RISQUE DE CHANGE

La politique de gestion du risque de change demeure inchangée par rapport au 31 décembre 2011.

En 2012, la parité moyenne entre le dollar américain et l'euro était de \$ 1,29 / € 1.

Instruments financiers de couverture du risque de change

Les instruments financiers de couverture des risques de change comptabilisés au 31 décembre 2012 sont constitués de ventes et d'achats à terme de devises (principalement : dollar américain, dollar canadien, yen japonais, livre anglaise) d'une contre-valeur nette totale (ventes moins achats) de € 2,5 millions, destinés à couvrir des positions existantes.

La société avait couvert, le 5 juillet, son exposition nette estimée au dollar américain pour le troisième et le quatrième trimestres par des achats d'options de change (*puts* dollar / *calls* euros) qui garantissaient un cours de \$ 1,30 / € 1, tout en permettant de bénéficier de la totalité de la hausse du dollar en deçà de cette parité.

A la date du présent rapport, la société n'a pas couvert son exposition au dollar américain pour 2013.

13. SENSIBILITE DU MODELE ECONOMIQUE

Sensibilité du résultat opérationnel à une variation du chiffre d'affaires des nouveaux systèmes

Dans le modèle économique de la société, chaque million d'euros de chiffre d'affaires des nouveaux systèmes en plus ou en moins se traduirait par une variation de même sens du résultat opérationnel d'environ € 0,45 million.

Sensibilité du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel aux variations des cours des devises

La société a établi ses scénarios 2013 sur la base des parités au 1^{er} février des devises dans lesquelles le Groupe réalise son chiffre d'affaires, notamment \$ 1,35 / € 1. A la date du présent rapport, la parité est de \$ 1,34 / € 1.

Compte tenu de la part estimée du chiffre d'affaires et des dépenses réalisées en dollar ou dans des devises corrélées au dollar, une appréciation de l'euro de 1 % par rapport au dollar se traduirait par une diminution mécanique du chiffre d'affaires 2013 d'environ € 0,8 million et du résultat opérationnel de € 0,4 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 1 % se traduirait par une augmentation du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.

En complément des fluctuations par rapport au dollar et aux devises qui lui sont fortement corrélées, l'euro enregistre des variations de sa parité avec les autres devises, mais ces variations sont le plus souvent hétérogènes, dans leur sens (à la hausse ou à la baisse) comme dans leur ampleur. Les politiques monétaires de la plupart des grands pays pourraient toutefois conduire à une appréciation plus globale de l'euro par rapport de très nombreuses devises. L'évolution des parités de change depuis le début de 2013 en est l'illustration.

Ainsi, l'hypothèse théorique d'une appréciation de l'euro de 1 % par rapport à l'ensemble des autres devises dans lesquelles la société réalise son chiffre d'affaires, conduirait à une diminution mécanique complémentaire du chiffre d'affaires de € 0,2 million et du résultat opérationnel de € 0,1 million. A l'inverse, une baisse de l'euro de 1 % conduirait à une augmentation complémentaire du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel des mêmes montants.